

## **VILLE DE BILLY-MONTIGNY**

*L'an deux mille vingt-quatre, le 18 MARS à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 12 MARS 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

### **Arrondissement de Lens**

#### **Etaient présents :**

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, M. MONNIER, P. PECQUEUR, Adjoints au maire  
Mmes N. MEGUEULLE, F. BRIKI, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales  
MM. R. DEWASMES, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRYZANIAK, M. BAUDERLIQUE, et E. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

#### **Excusés :**

M. J. ROLLAND (pvr à Mme M. BREBION), Adjoints au maire  
Mme A. FOULON (pvr à M. R. DEWASMES), Mme T. MOREAU (pvr à M. W. GREBAUT), Mme M.C DELAMBRE (pvr à M. M. MONNIER), M. Y. GAUER (pvr à M. P. CANIVEZ), L. VERIN (pv. à Mme N. MEGUEULLE), Mme L. LOOR (pvr à J. BIESZCZAD-DIANE, Conseillers municipaux.

**Absents :** MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, Conseillers Municipaux

**Secrétaire de Séance :** Mme A. MOPTY

-----

### **N° 24-21 : Motion relative à la consolidation du réseau national de santé CAN-Filieris**

En date du 21 novembre 2023, Monsieur Jean-Marc Tellier, Député du Pas-de-Calais, a adressé un courrier à l'attention de M. le Maire.

Il explique qu'il a reçu l'intersyndicale des mineurs CGT-CFDT-CFTC-CFECG pour discuter de la situation de CAN-Filieris.

Dans un contexte où l'accès aux soins de santé se dégrade, la CAN-Filieris représente dans notre région une offre de santé structurée et financée directement par une caisse nationale de sécurité sociale.

Une coopération renforcée entre la CNAM et la CAN-Filieris renforcerait d'ailleurs cette offre de santé dans nos territoires fragilisés, sans impacter financièrement nos collectivités.

Le maintien et l'amélioration des services offerts par la CAN-Filieris sont essentiels pour garantir une médecine de proximité de qualité et accessible à tous. Il est impératif que la santé reste un service public et non une marchandise soumise à la concurrence entre territoires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, A L'UNANIMITE, de soutenir la motion, présentée en annexe 4.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI



